

## « Résistances à la fermeture d'un espace de tortures : le camp de Guantanamo »

Thibaut Dubarry, Sciences Po – OSC\*  
Samuel Faure, Sciences Po – CERI\*\*

### Introduction

Le camp de Guantanamo, situé sur la base navale de la baie du même nom, au sud-est de Cuba, témoigne de la possibilité de maintenir, pour un Etat démocratique dont les Etats-Unis se revendiquent pourtant être un parangon, une pratique de la torture et de violer, par la même, les normes internationales la proscrivant.

Ce centre de détention militaire de haute sécurité détient, en effet, des individus qualifiés de « combattants ennemis ». Arrêtés par l'armée américaine dans les différentes opérations qu'elle menât à l'étranger, notamment en Afghanistan et en Irak, ces derniers sont considérés comme des présumés militants et terroristes islamistes. Les vingt premiers détenus arrivèrent sur la base le 11 janvier 2002. Le choix de la construction de ce centre à l'instar du camp Delta créé entre le 27 février et mi-avril 2002, fut dès l'origine, motivé et justifié par le Président Georges W. Bush. Selon l'ancien Président des Etats-Unis en effet, les personnes incriminées pouvaient être jugées sans que l'on se préoccupât du système judiciaire fédéral américain selon lequel la pratique de la torture est bannie du fait de l'extraterritorialité de la base. Pour l'administration Bush, le camp de Guantanamo se révélait être une solution politique qui s'inscrivit, dès l'origine, dans le cadre d'une « guerre contre le terrorisme et contre l'axe du mal ».

Pourtant, cet irrespect des droits de l'Homme de la part des Etats-Unis valut, très tôt, une condamnation des Organisations non gouvernementales (ONG).

C'est le cas d'Amnesty International de 2007<sup>1</sup> qui souligna dans son rapport (2007 : 27) que Guantanamo n'était que « l'îlot le plus célèbre d'un archipel de camps de détention » dont font partie notamment la base aérienne afghane de Bagram, les prisons américaines en Irak ainsi que plusieurs centres de détention maintenus secrets à travers le monde, plus communément appelés « sites noirs ». S'opéra en

---

\* Diplômé de Sciences Po et de l'EHESS, Thibaut Dubarry est doctorant à l'Observatoire Sociologique du Changement (OSC) à Sciences Po

\* \* Diplômé en science politique de l'Université Lumière Lyon II et de l'Université de Montréal, Samuel Faure est doctorant à Sciences Po, affilié au CERI et à l'IRSEM. Il est titulaire d'une bourse de la DGA (2010-2013).

<sup>1</sup> <http://www.amnesty.org/en/library/info/AMR51/051/2007>

effet une « délocalisation » des centres de détention pour « terroristes » vers l'Europe, le Moyen-Orient, le Maghreb et l'Asie du sud-est principalement, mais aussi vers des pays « amis », pour qui, les droits individuels pouvaient être bafoués. D'une solution dans la guerre engagée contre le terrorisme, Guantanamo est devenu un problème politique.

L'élection de Barack Obama fin 2008 appelait un changement politique radical. Le nouveau Président des États-Unis faisait de la fermeture du camp de Guantanamo, espace caractérisé par une normalisation de la torture et de la violation du droit international, l'une de ses priorités politiques. Ainsi le sénateur Obama affirma-t-il le 1<sup>er</sup> août 2007 qu'« en tant que Président, (il) fermerait Guantanamo, rejetterait le décret des commissions militaires (*Military Commissions Act*) et adhérerai aux conventions de Genève » (Cucullu, 2009). Quelques jours après sa prise de fonction à la Maison-Blanche, Barack Obama signait, le 22 janvier 2009, un décret présidentiel effectif dans un délai d'un an<sup>2</sup> prévoyant la fermeture du camp de Guantanamo, soit avant janvier 2010.

Pourtant, plus de deux ans après son élection, le camp de Guantanamo n'est toujours pas fermé. Une rupture discursive a été opérée par l'administration Obama (le camp doit être fermé) sans qu'un changement politique puisse être administrativement acté (fermeture du camp). Comment expliquer, malgré la volonté politique affichée, que l'administration Obama n'ait toujours pas fermé le camp de Guantanamo ? Les difficultés rencontrées par l'administration Obama (*variable dépendante*) s'expliquent par des résistances structurelles dont font état les concepts de « dépendance au sentier », d'« hystérésis de l'habitus » et de « culture stratégique » (*variables dépendantes*).

La « dépendance au sentier » est une notion conceptualisée par le politiste américain Paul Pierson (1996, 2000a, 2000b). Elle est largement utilisée depuis une dizaine d'années en politique comparée et en politiques publiques pour expliquer l'inertie de la politique (*politics*), des politiques (*policy*) et du politique (*polity*) au changement. L'« hystérésis de l'habitus » renvoie à la sociologie critique du sociologue français Pierre Bourdieu (2002). Ce concept comme celui de « dépendance au sentier » insiste sur la nécessité d'historiciser les phénomènes pour pouvoir les comprendre : expliquer les résistances politiques d'aujourd'hui appelle à interroger les décisions prises hier. Il le complète efficacement en expliquant des phénomènes collectifs (*meso* ou *macro* comme les difficultés rencontrées par un Etat pour fermer un espace de tortures) en partant des individus en action (*micro*). Quant à la « culture stratégique », elle est le résultat de recherches en Relations internationales et plus précisément en études stratégiques. Elle est principalement défendue par les tenants du constructivisme selon lesquels la réalité est co-constituée par les intérêts des agents et leurs représentations sociales du monde.

Finalement, démontrer l'utilité de ces trois concepts pour expliquer les résistances à la fermeture d'un espace de tortures, le camp de Guantanamo, est l'objectif de cet article.

---

<sup>2</sup> Executive Order 13492: <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/presidential-memorandum-closure-dentention-facilities-guantanamo-bay-naval-base>

## Dépendance de l'administration Obama au sentier de l'administration Bush

Dans le prolongement des approches fonctionnalistes et structuralistes des années 1960 et 1970, l'institutionnalisme historique émerge dans les années 1980. En opposition aux présupposés behavioristes selon lesquels les agents sont des êtres rationnels (*homo oeconomicus*) qui n'agissent que pour maximiser leurs intérêts (calcul coûts/bénéfices), les tenants de l'institutionnalisme historique postulent que les stratégies des agents (*politics*) et plus largement des politiques publiques (*policies*) sont façonnées par les institutions (*institutions matter*). Les mêmes causes ne produisant pas les mêmes effets, les institutions sont constituées et établies historiquement (*timing*).

Ces dernières sont définies comme : « (...) les procédures, protocoles, normes et conventions officiels et officieux inhérents à la structure organisationnelle de la communauté politique ou de l'économie politique. Cela peut aller des règles d'un ordre constitutionnel ou des procédures habituelles de fonctionnement d'une administration jusqu'aux conventions gouvernant le comportement des syndicats ou les relations entre banques et entreprises » (Hall, Rosemary 1997 : 482). Dans la présente étude, les institutions correspondent à l'administration américaine et aux représentations sociales des agents des ministères de la Justice et de l'Intérieur en charge de la fermeture du camp de Guantanamo, aux discours officiels de George W. Bush jusqu'en 2008, de Barack Obama depuis 2009 et aux décisions formelles de la Maison Blanche.

S'inscrivant dans ce cadre théorique, la notion de « dépendance au sentier » (*path dependency*) développée par Paul Pierson (1996, 2000a : 76, 2000b) s'avère utile pour comprendre la continuité des pouvoirs publics américains (*variable dépendante*), malgré l'alternance politique, dont les résistances inattendues empêchant la fermeture de Guantanamo sont le symptôme, et l'influence des institutions, la cause (*variable indépendante*).

Comme le rappelle Saurugger (2009 : 215), les marges de manœuvre des agents sont déterminées et limitées par les institutions dans lesquelles ils se meuvent ce qui rend difficile le changement de politique : « Les acteurs sont encadrés par les institutions existantes, qui structurent et canalisent les politiques publiques sur les chemins établis. Les institutions sont ainsi les agents de « routinisation du sens », empêchant ou du moins rendant très difficile la rupture des sentiers de dépendance empruntés par les politiques publiques ». En d'autres termes, les institutions « génèrent les conditions de leur permanence en engageant la dynamique de leur reproduction. Une fois qu'elles existent, elles acquièrent une consistance telle et créent des intérêts tels qu'elles ne peuvent plus être supprimées aisément » (Gazibo, Jenson 2004 : 205). Malgré le fait que les Etats-Unis aient connu en janvier 2009 une alternance politique favorable à la fermeture de Guantanamo, les institutions semblent avoir contraint l'administration Obama dans ses objectifs politiques.

Selon Paul Pierson (2000a : 76), il y a trois étapes identifiables au processus de « dépendance au sentier ». D'abord, le décideur politique a le choix entre plusieurs options politiques correspondant à différents sentiers institutionnels. Il s'agit ici de la décision du Président George W. Bush d'ouvrir le camp de détention de Guantanamo pour « lutter contre le terrorisme » suite aux attentats du 11 septembre 2001.

Ensuite, le deuxième temps correspond à la « période de reproduction pendant laquelle les rétroactions (*increasing returns* ou *positive feedback*) renforcent le choix initial ». C'est le moment à proprement parlé de la « dépendance au sentier ». Les décisions prises dans le passé ont un effet d'inertie inattendu sur le présent. Alors que l'administration Obama est déterminée à fermer Guantanamo, elle est politiquement dépendante malgré elle du « sentier » institutionnel tracé par l'administration Bush. Ce constat correspond aux résultats obtenus par Pierson qui remarque que les engagements néolibéraux pris dans les années 1980 par Margaret Thatcher et Ronald Reagan lors de leur arrivée à la tête respectivement de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis n'ont pas été tenus (Pierson 1994 : 39-50). L'auteur explique ces échecs politiques par l'influence de l'institution de l'État providence (pensions de retraite, assurance-chômage, système de santé) qui a structuré la constitution de groupes défendant la protection des droits sociaux acquis. C'est le cas de l'Association américaine des personnes retraitées au moment où le gouvernement Reagan souhaitait diminuer les pensions de retraite.

Enfin, une troisième phase représenterait selon Pierson la fin du sentier et l'ouverture à de nouveaux événements permettant le changement politique. Elle correspond au moment futur où l'administration américaine aura, au-delà de la volonté politique, l'opportunité structurelle d'entériner la fermeture du camp de Guantanamo.

En résumé, une fois qu'une décision politique est prise (ouvrir un camp de prisonniers ne respectant pas les normes internationales), un sentier politique est institutionnalisé qu'il est difficile de quitter. C'est le cas de l'administration Obama qui semble dépendante du sentier tracé par l'administration Bush.

Du fait de résistances structurelles et internes à la vie politique américaine, le camp de Guantanamo dévoile « un paradoxe des conséquences » (Weber 1971 : 164). Pour Weber, l'aspect le plus déroutant de l'action rapportée à l'objectif se manifeste par sa régularité. Il s'agit d'un des faits de l'histoire et de l'expérience humaines. La répercussion incontrôlable des actes, les uns sur les autres, l'impossibilité de prévoir quand et comment s'achèvera une action entreprise font que « le résultat final de l'action politique répond rarement à l'intention primitive de l'acteur (...). En règle générale, il n'y répond jamais et, très souvent, le rapport entre le résultat final et l'intention originelle est tout simplement paradoxal » (Weber 1971 : 165).

Le camp de Guantanamo qui voulait être un rempart et un moyen de conjurer le terrorisme est devenu un argument pour certains ennemis des Etats-Unis, tel qu'Al

Qaida, de légitimer leurs violences contre une Amérique peu scrupuleuse à l'égard des droits les plus élémentaires de ses détenus.

## **Guantanamo : comment un espace de violation des normes internationales peut perdurer**

Le fait que perdure Guantanamo peut se comprendre à la lumière du concept d'« hysteresis de l'habitus ». L'hystérésis est, à l'origine, un concept du vocable économique. Il désigne la propriété d'un système qui tend à demeurer dans un certain état quand la cause extérieure qui a produit le changement d'état a cessé. Pierre Bourdieu (2002) s'est approprié ce concept en l'appliquant aux sciences sociales sous le nom d'« hystérésis de l'habitus ». Pour l'auteur de *La distinction*, « [...] l'habitus est le produit du travail d'inculcation et d'appropriation nécessaire pour que ces produits de l'histoire collective que sont les structures objectives (e.g. de la langue, de l'économie, etc.) parviennent à se reproduire, sous la forme de dispositions durables, dans tous les organismes (que l'on peut, si l'on veut, appeler individus) durablement soumis aux mêmes conditionnements, donc placés dans les mêmes conditions matérielles d'existences » (Bourdieu 2000 : 282).

L'hystérésis de l'habitus désigne donc le phénomène par lequel les dispositions acquises par la socialisation d'un individu dans un espace social défini perdurent dans le temps. Autrement dit, même si l'individu en question se retrouve dans un espace social différent (changement de statut, de position sociale, ou évolution de cet espace social), il tendra à conserver au moins en partie ou pendant un certain temps, les dispositions initiales.

Dans le cas de Guantanamo, les militaires qui régissent le camp continuent, malgré la rupture dans le discours d'Obama, de pratiquer des violations du droit international, qui sont ancrés dans leur *modus operandi*, d'autant plus que l'opacité est une norme établie dans le microcosme militaire. Le peu d'informations disponible sur les conditions de vie actuelles des prisonniers des camps X-ray (fermé), Delta et Iguana illustre cette culture du secret. Bien que le 22 janvier 2009 la Maison Blanche annonçât la signature par Barack Obama d'un ordre pour suspendre les procédures de la commission militaire de Guantanamo dans un délai d'un an, le 29 janvier 2009, un juge militaire (le colonel James Pohl) de la base rejeta la requête de Washington dans le cas d'Abd al-Rahim al-Nashiri. Le processus d'autonomisation des règles de l'*US Army* s'affranchit régulièrement du droit américain et, *a fortiori*, international. Certains observateurs ont souligné, à diverses reprises, comment durant l'épisode du déclenchement de la Guerre en Irak, que, outre la puissance des lobbies militaro-industriels dans les processus de décision mettant à mal son caractère démocratique et centralisé, l'armée américaine constituait parfois un « Etat dans l'Etat ».

Ainsi, la socialisation des militaires américains dans un milieu fermé où l'opacité semble régner permet d'expliquer que des comportements déviants puissent s'institutionnaliser, alors même que des décisions politiques venant de la Maison-Blanche tentent, difficilement, de faire cesser l'origine des violations des règles internationales. L'absence de contre-pouvoir (*check and balances*) semble régulièrement

rendre l'armée américaine indépendante de toute contestation politique efficace. Ainsi même, Obama a été freiné dans sa proposition du 15 décembre 2009 de créer à Thomson, dans l'Illinois, un centre de correction susceptible de remplacer le centre de Guantanamo. Le 7 janvier 2011 encore, le Président Obama signa la « Defense Authorization Bill » qui allait dans le sens d'une fermeture de la base. C'était sans compter l'opposition du Congrès. Comme le confessa le secrétaire à la Défense le 17 février 2011, « les perspectives de fermer Guantanamo, autant que je puisse en dire, sont très faibles, étant donné la large opposition du Congrès »<sup>3</sup>.

On comprend alors que des mécanismes enclenchés auparavant, lors du mandat du Président George W. Bush où la torture et la violation du droit international étaient la règle continuent de produire leurs effets alors même que les causes originelles aient, sinon disparues, du moins diminuées. Dans le mode de traitement des détenus de Guantanamo, l'on avait fait prévaloir une légitimité à la fois légale-rationnelle, pour reprendre une formule de Max Weber, c'est-à-dire « reposant sur la croyance en la légalité des règlements arrêtés et du droit de donner des directives qu'ont ceux qui sont appelés à exercer la domination par ces moyens (domination légale) » (Weber 1971 : 231).

Le droit d'exception qui régit Guantanamo continue de structurer et de légitimer les probables tortures commises sur la base sans que les préoccupations morales des opposants arrivent à rompre avec ce schéma. Le « légalocentrisme » permet sans doute d'expliquer que les responsables de la base continuent à se référer au statut juridique d'exception qui régit la base, sans se soucier des autres légitimités qui s'affrontent. Une sorte de guerre des légitimités est en effet en cours. On voit bien que le droit international rentre en conflit avec les règles qui définissent le juste et l'injuste à l'intérieur de la base.

La question de la fermeture de Guantanamo est inextricablement liée à la morale et à un principe de responsabilité du politique. Comment justifier l'exception ? Comment être efficace et responsable ? La difficulté est donc de concilier, selon l'expression de Weber, l'« éthique de conviction », ne se préoccupant que du principe moral présidant à l'action sans se soucier des conséquences, avec une éthique de responsabilité, pour laquelle selon Weber, seul le résultat compte. Dans le cas de Guantanamo, il apparaît clairement que les convictions progressistes des démocrates américains tout spécifiquement, d'Obama en particulier, doivent faire face à « l'impuissance de la puissance » politique (Badie, 2004) de la Maison Blanche face à la force et la résistance des structures légales qui sont en partie à l'origine de la permanence de Guantanamo.

### **De la culture stratégique de la torture en Amérique**

Le concept de « culture stratégique » appliqué aux Etats-Unis peut aussi permettre d'expliquer les

---

<sup>3</sup> <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/presidential-memorandum-closure-detention-facilities-guantanamo-bay-naval-base>

difficultés rencontrées par l'administration Obama pour fermer Guantanamo.

La culture stratégique est généralement définie comme un « ensemble cohérent et persistant d'idées, propre à un contexte sociohistorique donné, qu'entretient une communauté à l'égard de l'usage de la force armée et du rôle des institutions militaires » (Roussel 2007 : 18). La culture stratégique américaine fait donc référence à un ensemble de représentations sociales partagées par les décideurs américains (militaires, diplomates, politiques) des institutions politico-militaires et de l'usage de la force. Usage de la force qui a normalisé, dans des « îlots » comme Guantanamo, la torture.

Plus précisément, la culture stratégique se constitue, selon Meyer (2006 : 20) « de transmissions sociales, de normes identitaires, d'idées et de modèles de comportements qui sont partagés par les agents et les groupes sociaux les plus influents dans une communauté politique donnée laquelle appelle à former une série complète d'options pour une communauté poursuivant des objectifs en termes de sécurité et de défense ».

L'ensemble des représentations sociales, dont l'usage de la torture, qui compose une culture stratégique, en l'occurrence américaine, est durable, constant, persiste dans le temps. En d'autres termes, la culture stratégique acquiert un « état de semi-permanence » (Snyder 1977 : 8). La difficulté pour un État comme les États-Unis de changer, dans le temps, de culture stratégique à savoir de pratiques de la force (tortures) et d'institutions politico-militaire (Guantanamo), permet d'expliquer les résistances rencontrées par l'administration Obama à fermer Guantanamo.

Toutefois, une culture stratégique n'est ni fixe, ni immuable et peut être amenée à se transformer dans le temps long : « (...) à moins d'une expérience marquante appelant une réponse en rupture avec le passé, les changements dont elle fait l'objet sont particulièrement lents » (Roussel 2007 : 19-20). Si la fermeture effective de Guantanamo est concevable, l'usage de la force caractérisé par la torture au sein d'« institutions totales » demeure solidement ancré dans la culture stratégique américaine.

## **Conclusion – L'improbable fermeture**

Alors qu'il semblait acquis que la fermeture de Guantanamo soit fermée quelques mois après l'arrivée du Président Obama en janvier 2009, il n'en est rien plus de deux ans après son arrivée à la Maison Blanche. Ainsi, la dimension performative du discours politique trouve-t-elle ses limites. Contrairement à ce que disait le linguiste Austin (1991), « dire » n'est pas nécessairement faire.

Les notions de « dépendance au sentier » et d'« hystérésis de l'habitus » ont permis de comprendre pourquoi l'administration Obama n'arrive pas à fermer le camp de Guantanamo qui demeure un espace de violation des normes internationales illustrant un tragique « paradoxe des conséquences ». Le concept de « culture stratégie » a permis de compléter l'analyse. Il est probable qu'une majorité de décideurs américains (politiques, militaires, administrateurs) continue de partager, par culture, des représentations sociales favorables à l'usage de la torture. Les résistances à la fermeture de ce camp montrent la complexité des processus de décision politique qui voient fréquemment s'affronter des points de vue antagonistes.

Sur le plan international, on peut douter d'un quelconque effet de la mort de Ben Laden survenue le 2 mai 2011 à Abbottabad (Pakistan) en faveur de la fermeture de Guantanamo. Au niveau domestique, les démocrates favorables à la fermeture sont sortis affaiblis des élections de mi-mandat du mardi 2 novembre 2010 lors desquelles le Parti républicain a obtenu la majorité à la Chambre des représentants. Si le Parti démocrate a conservé d'une courte majorité la majorité au Sénat, l'administration Obama risque donc d'être encore ralenti dans ses efforts de fermer Guantanamo. « Ce triste chapitre de l'histoire américaine » que Barack Obama voulait refermer, « résistera » probablement encore.



**Bibliographie**

AUSTIN, John. 1991. *Quand dire, c'est faire*. Edition du seuil.

BADIE, Bertrand. 2004. *L'impuissance de la puissance: essai sur les incertitudes et les espoirs des nouvelles relations internationales*. Fayard.

BOURDIEU, Pierre. 2002. *Le Bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn*. Paris : Points Seuil.

BOURDIEU, Pierre. 2000. *Esquisse d'une théorie de la pratique*. Paris : Seuil, Point Essai.

CHOPIN, Olivier. 2005. *La raison d'État et la démocratie, concepts et pratiques*. Doctorat d'Études politiques de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), soutenu le 14 décembre 2005.

CUCULLU, Gordon. 2009. *Inside Gitmo: The True Story Behind the Myths of Guantánamo Bay*. Collins.

GAZIBO, Mamoudou, JENSON, Jane. 2004. *La politique comparée. Fondements, enjeux, et approches théoriques*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal. 197-215.

HALL, Peter A., TAYLOR, Rosemary. 1997. « La science politique et les trois néo-institutionnalismes ». *Revue française de science politique*. 47 (3-4).

MEYER, Christoph O. 2006. *The Quest for a European Strategic Culture : Changing Norms on Security and Defence in the European Union*. Basingstoke : Palgrave Macmillan.

PIERSON, Paul. 1994. *Dismantling the Welfare State ?*. Cambridge : Cambridge University Press : 39-50.

PIERSON, Paul. 1996. « The Path to European Integration: A Historical Institutionalist Analysis ». *Comparative Political Studies*. 29 (2) : 123-163.

PIERSON, Paul. 2000a. « Not Just What, but When: Timing and Sequence in Political Processes ». *Studies in American Political Development*. 14 : 72-92.

PIERSON, Paul. 2000b. « Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics ». *The American Political Science Review*. 94 (2) : 251-267.

ROUSSEL, Stéphane. 2007. *Culture stratégique et politique de défense. L'expérience canadienne*. Montréal : Athéna Éditions.

SAURUGGER, Sabine. 2009. *Théories et concepts de l'intégration européenne*. Paris : Presses de Sciences Po. 210-217.

SNYDER, Jack L. 1977. *The Soviet Strategic Culture : Implications for Limited Nuclear Operations*. A project AIR FORCE report prepared for the United States Air Force, R-2154-AF. Santa Monica : RAND.

WEBER, Max. 1971. *Economie et société*. Paris : Plon.